

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 10/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS**

7 rue du Docteur LANCEREAUX  
75008 Paris

Références : IC250040 - VAT20250037  
Code AIOT : 0010004829

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS implanté Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 17/01/2025 a été organisée suite à l'effondrement d'une marnière à cheval sur le périmètre de l'installation et le chemin de Grande Randonnée n°655, en limite Est du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS
- Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué
- Code AIOT : 0010004829
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe PAPREC, la société COVED (Collectes Valorisation Energie Déchets) exploite un centre de tri de déchets ménagers et assimilés issus des collectes sélectives, de déchets industriels banals et une station de compostage des déchets verts sur la commune de Marboué qui a été autorisé par arrêté préfectoral n°1232 du 09/08/2001.

#### Thèmes de l'inspection :

- NATECH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incident - Effondrement d'une marnière	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.1.3	/	Mesures d'urgence	4 mois
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 17/01/2025, article L.181-14	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.8.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.2.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Gestion de stockage des déchets - lessivage par les eaux météoriques	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.2.9	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Conditions de stockage des déchets - Envois	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.7.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
7	Etanchéité des aires de stockage	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	Capacité de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
9	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Zones de stockage extérieures	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
11	Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.6.4.2 et 3-1.6.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
12	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.6.1 et 3-1.8.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
14	Appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 17/01/2025, article R.543-21	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident - Effondrement d'une marnière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effondrement d'une marnière - Déclaration
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un</p>

incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

#### **Constats :**

La visite d'inspection du 17/01/2025 a été organisée suite à l'effondrement d'une marnière au niveau du chemin de Grande Randonnée, en limite Est du site.

##### Historique :

Cet effondrement est survenu le 03 septembre 2024. La majeure partie de l'effondrement a eu lieu sur le chemin communal, mais également sur une partie dans le périmètre ICPE.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de cet incident. La Mairie de la commune de Marboué a alerté l'inspection des installations classées début octobre sur la situation, et un courrier a été adressé à l'exploitant le 09/10/2024 afin de demander à l'exploitant de mettre en sécurité les installations au regard du risque d'effondrement des terrains, et de garantir la sécurité des tiers, notamment en limitant l'accès aux installations sans autorisation. Suite à ce courrier, l'exploitant a procédé au remblaiement de cette marnière avec du sable et une couche de calcaire en surface le 28/10/2024, sans discussion préalable avec la Mairie de Marboué ou avec la DREAL sur la pertinence de cette action, ni autorisation de la part de la mairie.

##### Visite d'inspection du 17/01/2025 :

Lors de cette inspection, plusieurs éléments nouveaux ont été apportés et plusieurs constats ont été effectués :

Il a été constaté que la marnière a en effet été rebouchée. Le jour de l'inspection, il a été constaté que le remblaiement s'était un peu affaissé, potentiellement dû aux fortes intempéries de ces derniers mois. La Maire, présente lors de la visite, a cependant indiqué que l'un des piquets qui avaient été mis en place pour délimiter et signaler la marnière, s'était enfoncé largement dans le sable et était tombé, alertant sur l'instabilité du remblaiement.

Le Conservatoire d'Espaces Naturels, présent lors de la visite, a apporté un nouvel élément sur la connexité entre la marnière et la champignonnière située juste en dessous : une partie de la champignonnière, située juste en dessous de la localisation de la marnière, s'est effondrée. Le Conservatoire d'Espaces Naturels a confirmé le lien direct entre la marnière et la champignonnière, dont les effondrements auraient été concomitants et liés. Le Conservatoire d'Espaces Naturels a constaté la présence de sable au niveau de l'effondrement de la champignonnière, suite au comblement de la marnière localisée juste au-dessus, par COVED.

La visite du site a mis en évidence la présence d'un bassin d'infiltration et d'un bassin "étanche" de récupération des eaux de la zone déchets du site, au niveau des infiltrations remarquées par le Conservatoire d'Espaces Naturels sur le chemin communal et au niveau de l'effondrement de la marnière. Il a été constaté également la présence d'un avaloir au point bas de la zone de stockage des déchets, au niveau de la marnière effondrée. L'exploitant est dans l'incapacité d'identifier l'exutoire de cet avaloir, qui potentiellement concentre les eaux d'une grande partie imperméabilisée du site.

La Maire et le Conservatoire d'Espaces Naturels ont alerté sur l'effondrement potentiel du sol à d'autres endroits au niveau du chemin communal, en limite Est du périmètre de l'ICPE, et ont

alerté sur la présence d'infiltrations en provenance du site, au niveau de ces bassins, vers le chemin communal. Des écoulements anormaux en provenance du site ont été remarqués par le Conservatoire avant le jour de la visite.

Enfin, l'exploitant a une très mauvaise connaissance de son réseau d'eaux (cf. Point de contrôle n° 3) et les bassins du site sont dans un état dégradé.

**Constat :** l'exploitant n'a pas déclaré l'incident à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, la méconnaissance manifeste de l'exploitant concernant ses réseaux d'eau, l'état dégradé de ces réseaux, incluant les bassins du site, ainsi que les infiltrations répétées signalées par le Conservatoire d'Espaces Naturels en provenance du site vers le chemin communal, constituent des éléments concordants. Ces éléments permettent en effet de soulever l'hypothèse crédible d'un lien entre ces infiltrations et l'effondrement de la marnière. L'ensemble de ces constats soulève également des préoccupations quant à la stabilité des cavités sous-jacentes au site et au risque de futurs effondrements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 4 mois

## N° 2 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/01/2025, article L.181-14

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

### **Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32 [...].

### **Constats :**

Il a été constaté lors de l'inspection que des modifications ont été apportées aux installations sans avoir été portées à la connaissance de M. le Préfet avant leur réalisation, ni sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire dont notamment :

- **Modification des stockages sur site :**
  - arrêt de l'activité de compostage
  - stockage des déchets reçus (DIB, bois, plastiques triés, cartons, ...) en place et lieu de la plateforme de compostage
  - stockage de la totalité des déchets en extérieur
  - quantités stockées au-dessus des seuils autorisés, pour le bois notamment le jour de l'inspection

- présence de stockages interdits par l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment des gravats
- Modification des réseaux d'eaux avec notamment :
  - présence d'un bassin au Nord-Est du site, caractérisé par l'exploitant de "bassin d'infiltration" ne figurant pas dans les plans du dossier de demande d'autorisation initiale, et n'étant pas mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/08/2001
  - création d'un fossé reliant le bassin dit 'd'infiltration' et le bassin initialement prévu pour la récupération des percolats provenant de la zone de compostage, lequel récupère désormais les eaux issues de la zone accueillant actuellement les déchets

Dans son courrier daté du 19 novembre 2024, en réponse au rapport de l'inspection du 29 avril 2024, l'exploitant mentionnait son intention de transmettre un porter-à-connaissance des modifications envisagées d'ici la fin de l'année 2024, et que celui-ci fera le point sur l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/08/2001. Au jour de la visite, aucune transmission de Porter-à-Connaissance n'a été effectuée auprès de M. le Préfet. L'exploitant indique lors de la visite que le document n'est pas prêt.

**Constat : écart relevé, modifications apportées aux installations sans avoir été portées à la connaissance de M. le Préfet avant leur réalisation, ni avoir obtenu l'autorisation nécessaire.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

### N° 3 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.8.4.2

**Thème(s) :** Autre, Plan des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux de collecte des effluents, fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles [...].

#### **Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un plan des réseaux daté du 17/10/2017 mis à jour le 18/09/2019.

Ce plan présente de nombreuses lacunes, dont notamment :

- les secteurs collectés ne sont pas apparents,
- la nature des eaux collectées sur les réseaux présents sur le plan n'est que partiellement renseignée,
- l'utilité des bassins n'est pas renseignée,

- les exutoires des bassins ne sont pas renseignés,
- la présence d'un avaloir à l'Est dont l'exutoire n'est pas renseigné,
- les sens d'écoulements des eaux ne sont que partiellement renseignés,
- les modifications apportées au réseau ne sont pas mentionnées, notamment le fossé de connexion creusé entre le bassin au Nord-Est et le bassin dit "de percolats"

**constat : écart relevé, le plan des réseaux est incomplet et n'est pas mis à jour.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 4 : Rejet des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.2.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, débourbeur séparateur à hydrocarbures

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024

##### Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales issues du bassin d'écêtement transitent par un débourbeur séparateur à hydrocarbures [...].

Il est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux épurées qui en sont issues respectent, sans dilution, avant de rejoindre le milieu naturel la valeur limite de 5 mg/l d'hydrocarbures totaux (NFT 90-114) et la valeur limite de 35 mg/l de matières en suspension totales (NF.EN 872 ou NFT 90-105).

##### Constats :

Constat précédent du 21/01/2024 : écart constaté, l'exploitant n'est pas en mesure ni de présenter les justificatifs d'entretien du débourbeur séparateur à hydrocarbures, ni les analyses des rejets aqueux.

Réponse de l'exploitant du 19/11/2024 : Nous avons fait réaliser le curage du séparateur par la société normande d'assainissement et de dépollution le 10 mars 2023. Vous trouverez le BSD associé à cette prestation en annexe du courrier. Nous prévoyons de faire curer le séparateur d'ici la fin de l'année 2024. Nous vous joignons les résultats d'analyse des eaux pluviales du 04 octobre 2024 dont le prélèvement a été fait le 17 septembre 2024. Les résultats sont conformes à l'AMPG applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, et 2716.



### Visite d'inspection du 17/01/2025 :

L'inspection des installations classées constate que le niveau d'eau du bassin localisé au Sud-Est dont les eaux transitent par le débourbeur séparateur à hydrocarbures avant rejet dans les fossés d'écoulement du site puis dans le milieu naturel, est élevé. L'exploitant indique que le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est en mauvais état de fonctionnement, qu'il est bouché et que les écoulements sont bloqués. Il indique également que le nettoyage du séparateur n'a pas été réalisé depuis le 10 mars 2023, et qu'il n'y a pas eu d'autre analyse des eaux en sortie de séparateur depuis celle réalisée sur le prélèvement effectué le 17 septembre 2024.

Concernant cette dernière analyse, l'exploitant indique que les résultats sont conformes à l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714, et 2716. Or le site n'est pas soumis à ces prescriptions. Le site est soumis aux prescriptions de son Arrêté préfectoral d'autorisation du 09/08/2001 qui indique à l'article 3-1.2.7 que les eaux en sortie de séparateur d'hydrocarbures ne doivent pas dépasser les valeurs limites de 5 mg/l d'hydrocarbures totaux (NFT 90-114) et de 35 mg/l de matières en suspension totales (NF.EN 872 ou NFT 90-105). Les résultats d'analyse datés du 04/10/2024 transmis par l'exploitant indiquent une valeur de 46 mg/L de matières en suspension (NF EN 872), valeur supérieure à la valeur définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les analyses n'ont pas été réalisées pour les hydrocarbures totaux (NFT 90-114).

#### **Constat : écarts relevés,**

- le débourbeur séparateur à hydrocarbures n'est pas entretenu régulièrement
- les résultats d'analyse des eaux en sortie de débourbeur ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et ne sont pas complètes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

### **N° 5 : Gestion de stockage des déchets - lessivage par les eaux météoriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.2.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, lessivage des déchets par les eaux météoriques

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 3-1.5.3 :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des sols, [...]) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques [...].

##### Article 3-1.2.9 :

l'exploitant ne procède à aucun rejet d'eaux résiduelles d'origine industrielle, de quelque nature qu'il soit.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant stocke ses déchets en extérieur, sans protection contre les eaux météoriques, dans la zone initialement prévue pour le compostage. Les eaux météoriques tombant sur les déchets les lessivent, puis elles sont collectées par des drains situés au Nord-Est de la plateforme destinée initialement au compostage de déchets verts, selon le plan des réseaux fourni. Ces eaux sont ensuite dirigées vers le bassin dit 'de percolats', initialement conçu pour recueillir les eaux de percolats des andains de compostage, qui étaient entièrement réutilisées pour asperger les andains.

Actuellement, les eaux provenant de la zone de stockage ne sont pas évacuées du bassin de percolats. Pour éviter le débordement de ce bassin, dépourvu d'exutoire, l'exploitant a fait aménager un fossé reliant ce bassin au bassin situé au Nord-Est, qualifié par l'exploitant de 'bassin d'infiltration'. En conséquence, les eaux polluées par le lessivage des déchets sont rejetées dans le bassin d'infiltration, et par extension dans l'environnement, sans aucun traitement préalable.

De plus, il a été constaté la présence importante de végétation dans le bassin de percolats, et de l'absence d'entretien de ce bassin, laissant douter de l'étanchéité du bassin.

**constat : écart relevé, les déchets ne sont pas stockés de manière à prévenir leur lessivage et le risque de pollution de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 6 : Conditions de stockage des déchets - Envois**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.5.3 et 3-1.7.1

**Thème(s) :** Autre, Envois de déchets

**Prescription contrôlée :**Article 3-1.5.3 :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention [...] des envois, [...]) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 3-1.7.1 :

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

En particulier :

- les éléments légers qui se seraient dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés [...].

**Constats :**

L'exploitant indique qu'un nettoyage des alentours du site est effectué régulièrement. Cependant, aux abords du site, une quantité importante de déchets plastiques a été constatée le

<p>jour de la visite, dispersés par le vent depuis le site et s'accrochant à la végétation environnante, en particulier à l'Est de l'installation.</p> <p>L'ensemble du site est maintenu dans un état globalement propre, à l'exception de la zone située entre le merlon de terre et la clôture Est, où une partie des plastiques emportés par le vent se trouvent coincés.</p> <p><b>Constat : écart relevé, présence importante de déchets aux alentours du site (envols provenant du site).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit maintenir son site propre et prendre les mesures nécessaires pour éviter la dispersion des déchets de son site hors des limites de son établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 7 : Etanchéité des aires de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité des aires de stockage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat précédent du 29/04/2024 :</u> écart constaté. Lors de la visite, il est constaté que la dégradation du revêtement des aires d'entreposage des déchets (présence de traces de fissures) ne permettrait pas de retenir efficacement les eaux susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage et sur les aires de chargement/déchargement des déchets. L'exploitant admet que des travaux de réfection sont nécessaires.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 19/11/2024 :</u> "Nous avons fait intervenir un prestataire en septembre 2024 pour chiffrer les travaux de réfection de la dalle aux endroits où il y a la présence de fissures. Suite à la réception du devis, nous comptons réaliser les travaux au printemps 2025."</p> <p><u>Visite d'inspection du 17/01/2025 :</u></p>

L'inspection des installations classées constate la dégradation du revêtement des aires d'entreposage des déchets, ainsi que l'absence de démarrage des travaux nécessaires. L'exploitant n'apporte aucun élément nouveau concernant cette situation.

**Constat : écart relevé, le revêtement de l'aire de stockage des déchets (plastiques, DIB, cartons, caoutchouc, bois...) présente des dégradations notables.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'exploitant de respecter la prescription susvisée en fournissant notamment à l'inspection des installations classées un plan d'action assorti d'un échéancier acceptable.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 8 : Capacité de stockage des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Evaluation des capacités de stockage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Les capacités de stockage maximales autorisées sont :

- déchets ménagers issus des collectes sélectives en attente de tri ou de transfert : 126 tonnes
- déchets industriels et commerciaux banals en attente de tri : 60 tonnes
- déchets de papiers et cartons triés : 90 tonnes
- déchets de matières plastiques triés : 90 m3
- déchets de bois : 150 m3
- déchets de métaux : 30 m3

**Constats :**

Constat précédent du 29/04/2024 : écart constaté, la capacité maximale de stockage des déchets de matières plastiques n'est pas respectée (1790 m3 de matières plastiques triées le jour de la visite).

Réponse de l'exploitant du 19/11/2024 : Toutes les balles de matières plastiques triées ont été évacuées du site. [...]

Visite d'inspection du 17/01/2025 :

D'après l'état des stocks du 17/01/2025 fourni par l'exploitant le jour de l'inspection, les quantités de déchets collectées sur l'installation sont les suivantes :

- DIB et encombrants : 15,07 tonnes
- bois : 24,1 tonnes, correspondant à un volume estimé à 380 m<sup>3</sup> par l'inspection lors de la visite du site
- cartons : 8,22 tonnes
- archives papiers : 1 tonne
- déchets inertes : 344,78 tonnes
- caoutchouc vulcanisé : 7,62 tonnes

**Constat : écart relevé, la capacité maximale de stockage des déchets de bois n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des déchets de bois de telle manière à respecter la capacité maximale autorisée. Dans le cas où il souhaiterait modifier ses capacités de stockage, l'exploitant doit déposer un Porter-à-Connaissance auprès de M. le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 9 : Déchets interdits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets interdits

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024

**Prescription contrôlée :**

Est interdit, notamment, l'apport :

- des déchets industriels spéciaux (DIS) inventoriés par le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux ;
- des ordures ménagères brutes ;
- des déchets d'activité de soins et assimilés à risques infectieux ;
- des déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- des déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB des déchets inflammables et explosifs ;
- des déchets dangereux des ménages collectés séparément (DTQD) des déchets liquides, pulvérulents, non pelletables, des pneumatiques usagés ;
- des gravats et matériaux inertes ainsi que des sables de fonderie.

**Constats :**

Constat précédent du 29/04/2024 : écart constaté, présence de déchets non autorisés par l'arrêté préfectoral du 09/08/2001. Lors de la visite du site, il est constaté que des gravats et matériaux inertes ont été admis au sein de l'installation.

**Visite d'inspection du 17/01/2025 :**

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'environ 600 m<sup>3</sup> gravats et matériaux inertes.

**constat : écart relevé, l'exploitant admet sur site des déchets interdits par son arrêté préfectoral d'autorisation du 09/08/2001.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 10 : Zones de stockage extérieures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-2.1.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Zones de stockage extérieures

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024

**Prescription contrôlée :**

Les zones de stockage étanches extérieures au bâtiment industriel sont affectées exclusivement au stockage, en transfert :

- de bois
- de verres
- d'encombrants ménagers

**Constats :**

Constat précédent du 29/04/2024 : écart constaté, l'exploitant stocke la totalité des déchets en extérieur.

**Visite d'inspection du 17/01/2025 :**

Lors de la visite, il a été constaté que la totalité des déchets reçus sur site sont stockés en extérieur (DIB à trier, cartons, caoutchouc vulcanisé, déchets inertes, bois...), au niveau de la zone destinée au compostage dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/08/2001. Seul un stockage de déchets papiers sont stockés dans une benne fermée dans le bâtiment.

<b>Constat : écart relevé, l'exploitant stocke la totalité des déchets en extérieur, y compris les déchets plastiques, cartons, et déchets inertes.</b>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</b>
<b>Proposition de délais : 60 jours</b>

N° 11 : Moyens d'intervention incendie

<b>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.6.4.2 et 3-1.6.4.3</b>
<b>Thème(s) : Risques accidentels, Matériels</b>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 3, paragraphe 1.6.4.2 :</u> L'exploitant installe des robinets d'incendie armés (RIA) de diamètre 40 mm répartis de manière à ce que tout point des locaux soit battu par au moins deux jets de lance (norme NFS 61-201) sans que leur nombre soit inférieur à 6.</p> <p><u>Article 3, paragraphe 1.6.4.3 :</u> L'exploitant pourvoit les installations d'extincteurs mobiles [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat précédent du 29/04/2024 :</u> écart constaté, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des RIA notamment lors de leur fonctionnement simultané.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 17/01/2025 :</u></b> Lors de la visite, l'exploitant a fourni le procès verbal d'intervention d'EUROFEU SERVICES sur le parc RIA suite à sa visite du 15/10/2024. Le procès verbal indique le bon état visuel des RIA et leur bon fonctionnement, mais lors du test de débit en fonctionnement simultané, la pression dynamique des RIA est insuffisante. L'exploitant a fourni également le procès verbal d'intervention d'EUROFEU SERVICES sur le parc extincteurs suite à sa visite du 15/10/2024. Le procès verbal indique le bon état visuel et le bon fonctionnement de l'ensemble des extincteurs sur site, exceptés les extincteurs n° 11 et n°20 présentant des détériorations et devant être remplacés.</p> <p><b>Constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des RIA lors de leur fonctionnement simultané.</b></p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de garantir des débits suffisants pour ses RIA lors de leur fonctionnement simultané, à vérifier lors du prochain contrôle périodique, et de transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif correspondant.</p> <p>Il est demandé également à l'exploitant de s'assurer du remplacement des deux extincteurs défaillants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 12 : Vérification des installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3-1.6.1 et 3-1.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 3, paragraphe 1.6.1 :</u>  [...] L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980) [...].</p> <p><u>Article 3, paragraphe 1.8.3 :</u>  La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante :  - [...] ;  - Installations électriques : 12 mois [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat précédent du 29/04/2024 :</u> écart constaté, les installations ne sont pas maintenues dans un bon état conformément à l'article 3 (paragraphe 1.6.1) de l'arrêté préfectoral du 09/08/2001 et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des RIA.</p> <p><u>Réponse exploitant du 19 novembre 2024 :</u> Une intervention de notre électricien a eu lieu le 13 juin 2024 permettant de lever une des non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 29 avril 2024. Vous trouverez en annexe la facture avec le détail de l'intervention. Les non-conformités restantes seront levées avant la fin d'année 2024.</p>



**Visite d'inspection du 17/01/2025 :**

Lors de la visite, l'exploitant a fourni le bon d'intervention de la société ALTM Construction suite à leur visite du 15/01/2025. Ce bon d'intervention indique que l'ensemble des réserves émises dans le rapport N°142311582401R001 du 25/04/2024 de la société DEKRA ont été levées suite à sa visite de vérification partielle des installations électriques. L'exploitant n'a cependant pas programmé de visite de vérification des installations électriques suite à l'intervention de la société ALTM Construction, ne permettant pas de lever la non-conformité.

**Constat : écarts relevés,**

- les installations électriques ne sont pas maintenues dans un bon état conformément à l'article 3 (paragraphe 1.6.1) de l'arrêté préfectoral du 09/08/2001
- la périodicité de vérification des installations électriques n'est pas respectée, conformément à l'article 3 (paragraphe 1.8.3) de l'arrêté préfectoral du 09/08/2001

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'exploitant de s'assurer de la mise en conformité des installations électriques de son établissement de telle sorte qu'elles ne puissent présenter de risques d'incendie et/ou d'explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 60 jours**N° 13 : Protection contre la foudre****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle périodique**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus [...].

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :**

Constat précédent du 29/04/2024 : écart constaté, le système de protection contre la foudre n'est pas opérationnel.

Réponse de l'exploitant du 19/11/2024 : Le site est soumis à l'obligation de mettre en place des dispositifs de protection contre la foudre du fait qu'il était soumis à des rubriques autorisées au titre de la nomenclature des installations classées et conformément à l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation. Avec les modifications de nomenclature et celles souhaitées, le site n'est plus soumis à autorisation mais uniquement à enregistrement. A ce titre, il n'aurait plus l'obligation de mettre en place des dispositifs de protection contre la foudre puisqu'il ne sera plus soumis à l'arrêté précité. En ce sens, nous prévoyons de vous transmettre un PAC de modifications d'ici la fin de l'année 2024.

Visite d'inspection du 17/01/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué n'avoir aucun élément nouveau à apporter sur la situation. Il lui a été rappelé que son site reste toujours soumis aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 09/08/2001, ce qui l'oblige à mettre en place et à entretenir le système de protection contre la foudre. Cette obligation ne saurait être écartée sous prétexte d'un éventuel futur classement ICPE applicable à son site.

**Constat : écart relevé, le système de protection contre la foudre n'est pas opérationnel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que le système de protection contre la foudre est capable d'assurer les fonctions pour lesquelles il est conçu conformément aux documents techniques (ARF et ET) qu'il conviendra de transmettre à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 14 : Appareils contenant des PCB**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/01/2025, article R.543-21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transformateur électrique contenant des PCB

**Prescription contrôlée :**

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :

[...]

- à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.

**Constats :**

Suite au courrier de l'inspection en date du 8 décembre 2003 relatif à la teneur en PCB du transformateur électrique de l'établissement, l'exploitant a fourni un rapport d'analyse n° E30385 du laboratoire TRANSFO SERVICES, indiquant que cet appareil était "considéré comme P.C.B. " du fait d'une teneur en PCB et TCBT de 297 ppm (>50 ppm). Selon le rapport d'analyse, le transformateur date de l'année 1990. Du fait de la teneur inférieure à 500 ppm, l'exploitant était alors tenu de détruire l'appareil à la fin de sa période d'utilisation, à condition qu'il ne présente aucune fuite.

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées questionne l'exploitant sur la présence et l'état de ce transformateur électrique contenant des PCB sur son site. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la nature ni de l'état du poste de transformation implanté sur le site, ni d'un suivi potentiel des fuites.

**Constat : écart relevé, l'exploitant ne peut justifier de l'état ni de l'élimination potentielle par un organisme agréé de son transformateur électrique contenant des PCB à une teneur de 297 ppm.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours